

L'action encouragera un dialogue public-privé notamment dans le cadre **a)** de la filière bois, en mobilisant les associations d'exploitants forestiers, des industriels du bois, des commerçants et artisans **et b)** de la SSA en mobilisant le Cadre de Concertation État-Secteur privé (CCESP).

Le secteur privé formel ivoirien, notamment composé par des PME (détenteurs de droits mais aussi d'obligations). **Côte d'Ivoire normalisation (CODINORM)** a un rôle d'utilité publique (détenteur d'obligations) en matière d'élaboration et d'homologation des normes et la promotion de la démarche qualité. Le **Conseil du Café Cacao (CCC)** de Côte d'Ivoire (détenteur d'obligations) collabore dans un cadre de partenariat avec CODINORM et les exploitants agricoles (détenteurs de droits) pour améliorer la traçabilité du cacao et promouvoir la cacaoculture durable, respectueuse de l'environnement. Les associations des professionnelles du bois (détenteurs de droits).

Organisations de la société civile (détenteurs de droits). Les différentes organisations et associations de la société civile engagées dans la protection de l'environnement (y compris dans l'observation indépendante), la protection du consommateur, le développement agricole et rural, etc., ainsi que les organisations de femmes dans les secteurs sylvicole et agroalimentaire.

Autorités décentralisées et locales (détenteurs d'obligations) responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans régionaux et communaux de développement, qui planifient les priorités de développement de chaque région et commune dans les domaines de l'environnement, la protection des forêts, le développement agricole, etc. **Les autorités villageoises et coutumières** seront impliquées dans certaines activités de l'action relative à la sylviculture.

Universités/Centres de recherche. Les universités ivoiriennes pourraient devenir un acteur clé pour développer des actions de formation dans le management de la qualité, la conservation, l'aménagement du territoire et la gouvernance environnementale et forestière.

Partenaires techniques et financiers (PTFs) (détenteurs d'obligations). La coordination et synergies entre les activités proposées dans ce document d'action avec celles financées par les PTFs contribuera à l'efficacité des programmes dans différents domaines (agriculture, élevage, forêts, commerce, intégration régionale, gouvernance, etc.) surtout dans le cadre de l'amélioration de la compétitivité économique des entreprises et des conditions de vie de la population.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'Action a pour **objectif général** de contribuer à la **mise en place d'un système sylvicole et agroalimentaire durable, principalement autour du domaine de la forêt et de la sécurité sanitaire des aliments**. Dans une approche basée sur les droits, elle s'articulera autour de **deux objectifs spécifiques**, auxquels seront intégrés une perspective de genre²⁷ en cohérence avec la Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique (SNGCC 2020-2024) :

OS.1. Développement de capacités de production et de gestion de ressources sylvicoles durables.

OS.2. Développement de capacités de transformation, distribution et de consommation agroalimentaire durables.

Les produits de cette action sont les suivants :

Contribuant à la réalisation de l'objectif spécifique 1:

P.1.1. La mise en œuvre de la Stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en Côte d'Ivoire (SPREF) est soutenue tant sur le plan de la gouvernance que de son financement;

²⁷ Dans le cadre de la préparation du APV-FLEGT des études spécifiques ont été réalisés pour identifier les barrières à la participation des femmes à la gouvernance.